

Conclusion. Faut-il manger les riches ?

« Il est en mission pour sauver l'humanité

Avec ses blagues pourries et sa vanité galopante

Le champion autoproclamé de la liberté d'expression

Il a un bouton "muet" à portée de main

Il est prêt à s'acheter n'importe quoi, et à n'importe quel prix

C'est un milliardaire en pleine crise de la quarantaine. »

Brian Bilston, 28 octobre 2022 ^[1]

« We are the world »

Faut-il « manger » les riches pour sauver le climat ? Dans une tribune datée du 13 septembre 2022 et publiée dans le journal *Libération* ^[2], le politologue François Gemenne estimait que « non » : « La lutte contre le changement climatique est avant tout une lutte pour garder la Terre habitable pour tous et pour toutes. » Avant de poursuivre : « Encore importe-t-il d'identifier correctement l'adversaire

au-delà de la formule un peu facile et creuse selon laquelle l'écologie sans lutte des classes ne serait qu'un aimable jardinage. » Ce qui nous dérange avec les ultra-riches aux « comportements climaticides » serait qu'ils donnent l'impression « d'être hors-sol littéralement, ou d'avoir renoncé à l'idée d'un "monde commun" pour reprendre l'expression de Bruno Latour ». Dès lors, écrit Gemenne, leur apparente inaction servirait de prétexte à notre propre inaction : « Combien, en voyant l'énorme empreinte carbone des autres, renoncent à agir eux-mêmes, persuadés que la lutte contre le changement climatique est une question binaire, une bataille que l'on gagnerait ou que l'on perdrait ? Chaque tonne de dioxyde de carbone qui n'est pas émise, pourtant, fait une énorme différence. » En somme, en se focalisant sur les comportements des riches, on se trompe de combat, voire pire : on contribue à aggraver le problème.

Le problème de cette analyse est qu'elle réduit les ultra-riches à des symboles et le débat climatique à une simple question de tonnes de dioxyde de carbone émises dans l'atmosphère du fait de comportements irresponsables. Or les ultra-riches sont plus que des symboles, bons ou mauvais, et plus que des gros émetteurs de carbone. Ils sont, comme nous l'avons vu, des acteurs engagés et influents du débat ; des acteurs qui délimitent et imposent le champ des possibles en matière d'action climatique. Ils forment une classe consciente d'elle-même, de sa responsabilité et de ses intérêts. Une classe dont certains membres « éclairés » ont compris qu'ils avaient plus à gagner (ou du moins, moins à perdre) en s'engageant et en orientant le débat, qu'à rester spectateurs

d'un drame dont ils sont largement responsables. Une classe, enfin, qui a compris que, compte tenu des risques – économiques, politiques, sociaux – que fait peser la crise climatique sur son patrimoine et son pouvoir, elle avait intérêt à agir. Les riches ne sont pas hors-sol. Et c'est justement ça le problème.

Ils partagent certes, et bien malgré eux, la même atmosphère que vous et moi mais, et contrairement à ce qu'ils voudraient nous faire croire, cela ne fait pas d'eux des citoyens comme les autres. L'intérêt des riches à léguer une planète à peu près habitable à leurs enfants ne se substitue pas à leurs intérêts de classe. Ce sont leurs intérêts de classe, tout autant que leur éco-anxiété, qui les ont conduits à s'engager en faveur de « solutions » et politiques climatiques qui, à défaut de réduire les émissions, consolident leur pouvoir. Ce sont leurs intérêts de classe qui les ont amenés à marginaliser les voix discordantes et les solutions alternatives qui n'émanent pas de leurs rangs. Ils ont beau nous parler, feignant l'émotion, d'apocalypse, d'effondrement, de planète qui brûle et de point de non-retour, leur urgence climatique n'est pas la nôtre, et encore moins celle des populations vulnérables déjà frappées par les effets du réchauffement.

Le fait, à l'image d'un Jeff Bezos à bord de sa fusée, de contempler la Terre depuis l'espace donne certes le sentiment d'un monde uni, indifférencié et fragile, mais n'efface pas pour autant les inégalités et les rapports de domination bien réels qui le traversent. Cela n'efface pas le fait que les « émissions de luxe » d'un riche et de son jet privé n'équivaudront jamais, ni quantitativement ni

qualitativement, les « émissions de survie » d'un paysan indien utilisant un four de cuisson au charbon pour se chauffer et nourrir sa famille ^[3]. Cela n'efface pas non plus le fait que 2 °C en plus au niveau mondial, ça n'est pas pareil dans les bidonvilles de Jakarta et dans les beaux quartiers de Paris. Enfin, ça n'efface pas les responsabilités particulières des ultra-riches dans le problème et sa non-résolution. Leur responsabilité en tant que gros émetteurs d'abord, du fait de leurs modes de vie et de leurs investissements carbonifères. Et leur responsabilité politique, ensuite, du fait de leur mainmise sur le débat climatique et les choix politiques qui ont été promulgués ces vingt dernières années... avec le succès que l'on connaît. C'est cette seconde dimension, inséparable de la première mais trop souvent éludée, dont nous avons traitée dans cet ouvrage. Les faits sont têtus. Ce sont les riches qui détruisent la planète.

Briser les chaînes

La multiplication des actions spectaculaires visant les riches et leurs modes de vie climaticides – comptes Twitter suivant les déplacements du jet de Bernard Arnault, projections de peinture sur les boutiques de luxe, dégonflages de pneus de SUV, bouchages de trous de parcours de golf – est un pied de nez au cadrage dominant et aux élites climatiques qui le façonnent. Ce sont autant d'expressions de désobéissance et d'émancipation vis-à-vis de ces mêmes élites. Ces actions marquent une prise de distance avec l'agenda et la stratégie

imposés et le dépassement d'un discours binaire – pour ou contre le climat, pour ou contre la science, pour ou contre l'« action » ; une prise de distance qui fait fi des injonctions à se ranger « du bon côté de l'histoire », c'est-à-dire du côté de Jeff Bezos, d'Al Gore, de McKinsey, des marchés carbone, du technosolutionnisme et du capitalisme vert. C'est un pied de nez salutaire aux experts en communication et autres membres de la « jet-set climatique » qui, au nom de l'urgence et en jouant sur les peurs, ont imposé leur « récit » au mouvement climatique. L'urgence, leur rétorque les activistes, est climatique *et* sociale. Climatique *et* démocratique.

Désormais, être « du bon côté de l'histoire », c'est pointer du doigt la complaisance d'Al Gore, de Christiana Figueres et des autres « vaches sacrées » du débat climatique à l'égard des puissances d'argent. C'est, à l'image d'un Kevin Anderson, critiquer à la fois l'accord de Paris, le fossé qui sépare l'objectif des 1,5 °C, ainsi que les moyens envisagés pour l'atteindre, *et* dénoncer les pressions subies pour valider l'accord. C'est, enfin, imaginer et mettre en œuvre une nouvelle théorie de l'organisation politique permettant à la fois de briser les chaînes qui ont trop longtemps assujéti le mouvement climatique aux intérêts des élites et d'engager un rapport de forces avec ces mêmes élites. Il faut non seulement s'émanciper du discours binaire imposé, mais aussi, et comme le suggère Rodrigo Nunes dans *Neither Vertical nor Horizontal* ^[4], dépasser les binarismes organisationnels – verticalité/horizontalité, centralisation/décentralisation, unité/diversité, organisation/spontanéité, parti/mouvement. Il s'agit, comme

le résume Davide Galle Lassere, « de penser [...] en termes écosystémiques l'espace dans lequel les différents sujets s'efforcent de transformer le monde ^[5] ».

En ciblant les ultra-riches et en pointant du doigt leur responsabilité dans la crise climatique et sa non-résolution, on crée les conditions d'un écosystème qui rassemble au-delà du seul mouvement climat. Car les politiques climatiques mises en œuvre à leur profit – à base de cadeaux fiscaux, de crédits d'impôts, de prêts garantis, de partenariats public/privé (PPP), d'engagements volontaires et de mécanismes de marché – ont un prix élevé pour la société. En plus d'être inefficaces, elles font injustement peser le risque et le coût financiers des politiques de transition sur la collectivité. Ces cadeaux faits aux riches sont autant de milliards non investis dans un véritable service public des transports et de l'énergie verte, et autant de coupes budgétaires dans les dépenses sociales, de santé, de culture et d'éducation pour les financer. Fin du monde. Fin du mois. Fin des ultra-riches. Même combat.

Notes du chapitre

[1] ↑ « He's on a mission to save humanity / Armed with crap jokes and rampant vanity / The self-styled champion of free speech / He's got a mute button in easy reach / He'll buy anything no matter what the price is / He's a billionaire in a midlife crisis », extrait du poème « Billionaire in a Midlife Crisis ».

[2] ↑ Gemenne, François (2022), « Faut-il “manger” les riches pour sauver le climat ? », *Libération*, 13 septembre.

[3] ↑ Agarwal Anil, et Sunita Narain (1991), *Global Warming in an Unequal World. A Case of Environmental Colonialism*, New Delhi, Centre for Science and